

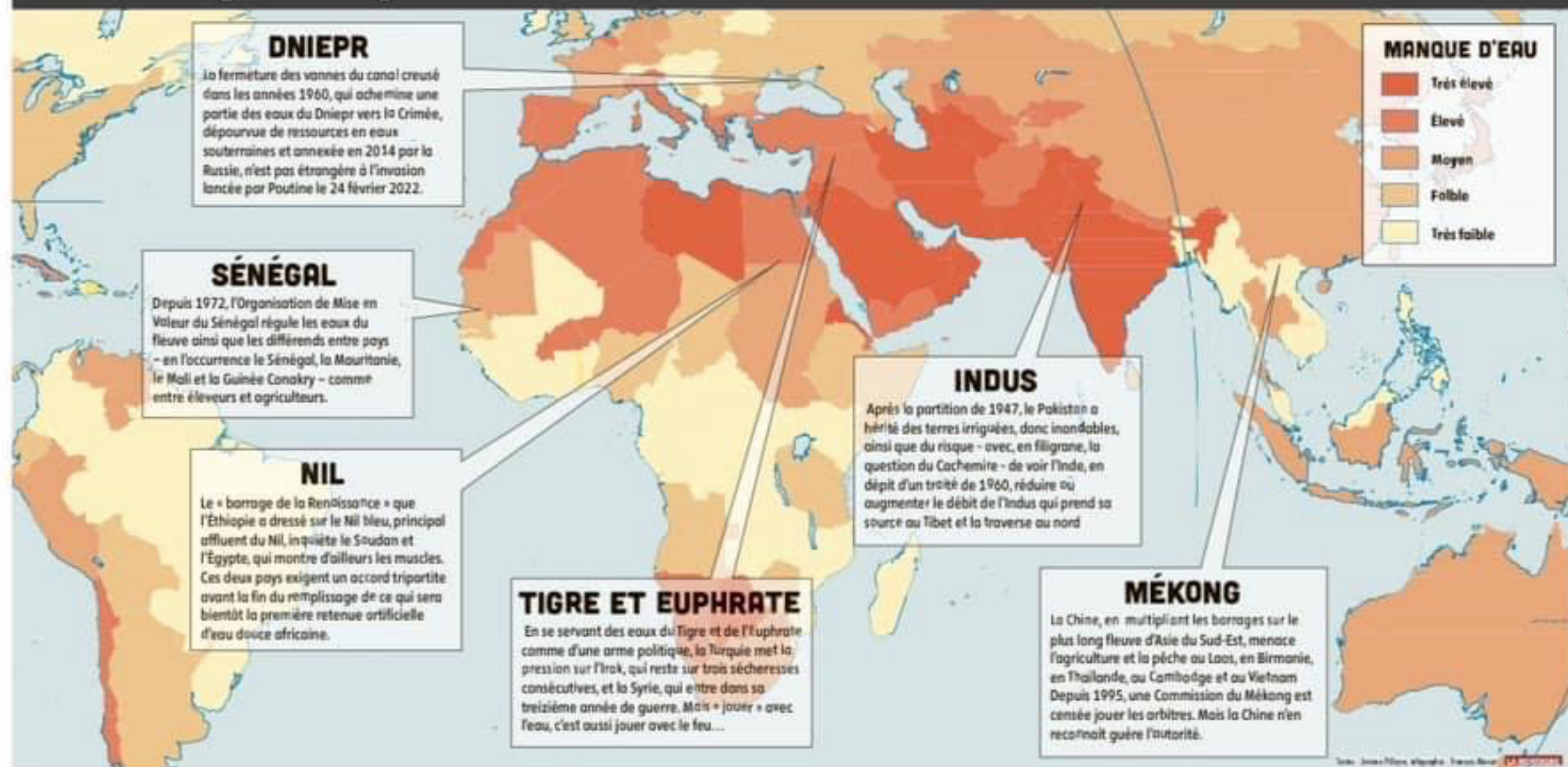
LA RUÉE VERS L'OR BLEU



GÉOPOLITIQUE ■ Face à la poussée démographique, l'insatiable croissance économique et le dérèglement climatique

L'eau, une source potentielle de conflit

Les principales zones sous tension dans le monde



La démographie et la croissance économique mettent l'eau sous pression jusqu'à en faire, dans un monde porté à ébullition par le réchauffement climatique, une source de conflit armé.

Jérôme Pilleyre

C'était, non plus l'aube, mais l'aurore de l'humanité. En Mésopotamie, entre 2600 et 2350 avant Jésus Christ, les cités de Lagash et d'Umma ont guerroyé près de deux siècles et demi pour le contrôle de canaux d'irrigation. De l'eau, depuis, a coulé sous les ponts. Le monde n'est plus ce qu'il était. Huit milliards d'êtres humains l'habitent. Tous ne mangent pas à leur faim. Et l'eau se raréfie, manque ici ou là, pour les champs, l'industrie et la consommation domestique.

Et pour cause : si la planète est à 70 % noyée sous les eaux, celles-ci sont à 97,2 % salées. Autrement dit, les ressources en eau douce « naturellement » disponibles s'élèvent à 2,8 %.

« En l'état de nos connaissances, corrige Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique. Car, comme pour les énergies fossiles, on n'a peut-être pas prospecté toutes les nappes d'eau souterraines. On en a, par exemple, découvert de nouvelles en cherchant du pétrole en Libye dans les années 1960. »

Il n'empêche, les zones en déficit hydrique se multiplient. « Une

diagonale dite de la soif, reprend le géopolitologue, s'étend du Maroc au nord de la Chine en passant par le Maghreb, le Moyen-Orient et la péninsule indienne. Les habitants y disposent de moins de 500 m³ d'eau renouvelable par an et par tête, deux fois moins que le seuil du stress hydrique fixé à 1.000 m³. Le Maroc, qui comptait treize barrages en 1967, en a élevé une centaine depuis pour retenir l'eau des pluies. Mais il pleut de moins en moins et le royaume est obligé de recourir au dessalement et à la réutilisation des eaux usées. Les sols n'ont également pas le temps d'absorber l'eau, les nappes s'épuisent. Au sud de cette diagonale, vivent 150 millions de Sahéliens déjà en manque d'eau. Or, cette population devrait doubler d'ici 2040 alors que la ressource hydrique y a déjà baissé de 40 % depuis le début des années 2000. »

Avions Rafale...

Et de poursuivre son tour du monde : « L'Inde, dont la population d'ici 2050 passera de 1,3 milliard d'habitants à 1,7 milliard, s'attend à voir ses besoins en eau fortement augmenter alors même qu'elle a déjà pompé abondamment son sous-sol. L'irrigation en dépend à 66 % et l'eau à vocation domestique, à 82 %. L'Égypte dépassera, elle, 120 millions d'habitants en 2030. Près de 60 % ont moins de 30 ans. Le barrage Renaissance, en Éthiopie, d'ici peu

première retenue artificielle d'eau douce d'Afrique, présente pour l'Égypte une menace certaine. Le pays tire 98 % de son alimentation en eau du Nil et 95 % de sa population vivent sur ses rives ; ce que ne mesure pas assez le pouvoir éthiopien. Une baisse du débit du fait du barrage serait vécue comme un *casus belli*, a prévenu le président al Sissi. Son pays vient d'acheter des avions Rafale... »

La visite continue, guère plus rassurante : « En Mésopotamie, la Turquie a érigé des barrages sur le Tigre et l'Euphrate. La Syrie et l'Irak en pâtissent. Le Mékong est entravé par la Chine. Or, ce fleuve est essentiel pour l'agriculture et la pêche au Laos, en Birmanie, en Thaïlande, au Cambodge et au Vietnam, également vigilant au sujet du Fleuve Rouge et de la Rivière Noire qui prennent leur source en Chine. Cinq fleuves naissent au Tibet sous domination chinoise. Le Brahmapoutre est une artère vitale pour l'Inde. L'Indus traverse, en outre, le nord de l'Inde avant de couler au Pakistan. Le traité sur ses eaux entre les deux pays date de 1960... »

Et des guerres de l'eau ont éclaté récemment : « Le conflit entre le Tadjikistan et le Kirghizistan, mi-septembre 2022, a fait une centaine de morts. L'eau est un catalyseur d'autres causes de conflit. La guerre en Ukraine en est une triste illustration. L'eau du Dniepr est un enjeu sécuritaire pour la Crimée, annexée en 2014 et dépourvue de ressources souterraines. »

Hydrodiplomatie

Arme de guerre, l'eau est aussi source de paix. « Israël, pointe Franck Galland, réutilise 87 % de ses eaux usées. Avec son savoir-faire en matière de dessalement,

l'État hébreu dispose dorénavant de plus d'eau que besoin. À la faveur de l'Exposition universelle de Dubaï, Israël a, sous l'égide des États-Unis, passé un accord avec la Jordanie. Le Royaume lui fournira de l'électricité issue de fermes solaires en échange de 200 millions de m³ d'eau par an. Plus emblématique : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée Conakry ont conclu, en 1972, un traité pour une gestion concertée et équitable du fleuve Sénégal. Je souscris à l'idée d'Éric Orsenna d'une candidature de l'Organisation de Mise en Valeur du Sénégal au prix Nobel de la paix. Avant, la Mauritanie et le Sénégal se battaient en effet pour l'eau. »

Mais l'hydro-diplomatie a ses limites, que la démographie galopante ici ou là, la croissance économique mortifère partout et le réchauffement climatique ne cessent de rapprocher.

Offres alternatives

« Si on ne fait rien, s'inquiète Franck Galland, les tensions transfrontalières et régionales seront de plus en plus aiguës. L'eau est devenue un sujet de sécurité nationale dans nombre de pays. Son administration y est souvent placée sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Depuis six ans, le Conseil de sécurité des Nations unies, à l'initiative du Sénégal, a mis le sujet à son agenda. Or, pour faire face aux enjeux sécuritaires liés à l'eau, il faut investir massivement dans des offres alternatives : les stations de dessalement, la réutilisation des eaux usées, la recharge artificielle des nappes, la recherche de réserves souterraines... Ce qui n'interdit pas la sobriété et la réparation des réseaux avec, aujourd'hui, dans

certaines parties du monde, des pertes de l'ordre de 50 % à cause des fuites... »

Incontournable, l'offre alternative est hélas insuffisamment partagée : « Avec déjà 16.000 stations de dessalement, chiffre en progression constante, ce sont 100 millions de m³ qui sont produits par jour. Mais ces stations poussent principalement dans les pays riches comme Malte, membre de l'Europe communautaire, ou le Qatar, une monarchie pétrolière et gazière, qui dépendent de l'eau dessalée à respectivement 100 % et 99 %. L'Arabie saoudite est la championne en matière de capacités installées avec 7,3 millions de m³ par jour. Deux tiers de la capacité mondiale de dessalement restent situés dans des pays à haut revenu. »

Elle est aussi énergivore : « L'extraction, toujours plus profonde, de l'eau douce et son acheminement absorbent, par ailleurs, 20 % de l'électricité mondiale, conclut le chercheur. En Libye, de la nappe fossile du Sahara septentrional à Tripoli et Benghazi, court une rivière artificielle de 3.500 km que Kadhafi a achevé de faire aménager juste avant son renversement, en 2011. En Jordanie, 100 millions de m³ sont, chaque année, captés dans la nappe de Disi, près de la frontière avec l'Arabie saoudite, pour alimenter, 350 km plus loin, Amman, la capitale et première ville de réfugiés du monde. »

La raréfaction de l'eau, guerre ou pas, pourrait demain accroître douloureusement et dangereusement leur nombre partout dans le monde... ■

Lire. Franck Galland, *Guerre et eau - L'eau, enjeu stratégique des conflits modernes*, Éditions Robert Laffont, 2021, 18 €



« L'eau est un catalyseur d'autres causes de conflit. La guerre en Ukraine en est une triste illustration »

FRANCK GALLAND, Géopolitologue